



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 19 au 26 janvier 2023

Résumé :

- Le budget 2023 a été promulgué par le Président Lula.
- Le Brésil et l'Argentine ont signé un mémorandum d'accord économique
- Le géant brésilien du commerce de détail, Lojas Americanas, risque la faillite après la découverte d'un « trou » de 20 Mds BRL (~3,6 Mds EUR) dans son bilan.
- Evolution des marchés du 19 au 26 janvier 2023.
- Graphique de la semaine : le commerce extérieur brésilien en 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,7%

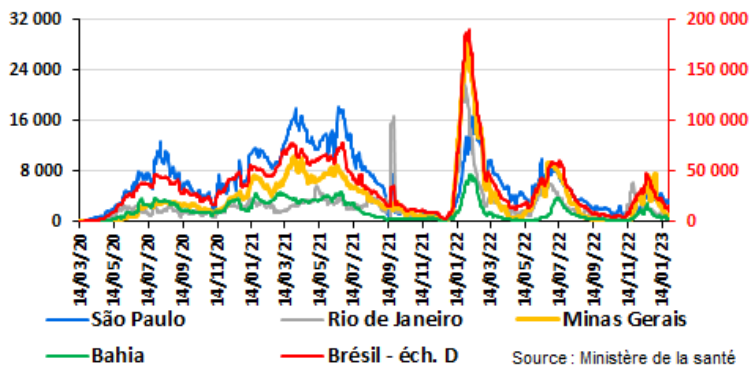
C'est la part de l'Argentine dans les échanges commerciaux du Brésil en 2022.

Avec 28,5 Mds USD de flux commerciaux (13,1 Mds d'importations et 15,4 Mds d'exportations brésiliennes), l'Argentine est le 3^{ème} partenaire commercial du Brésil, après la Chine (24,8%) et les Etats-Unis (14,6%).

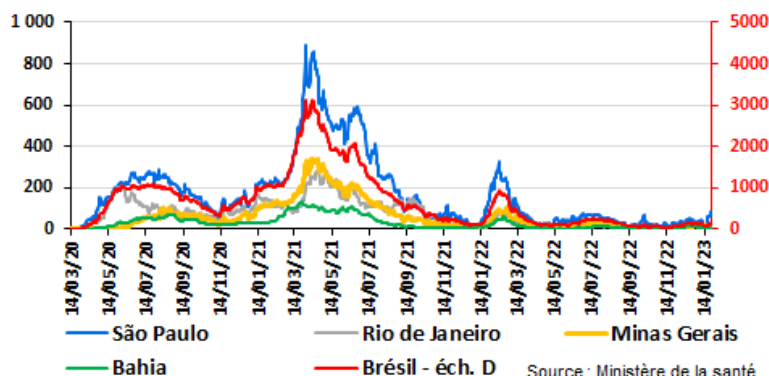
(sources officielles brésiliennes : Secex)

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour
(moyenne hebdomadaire)



Nouveaux décès par jour
(moyenne hebdomadaire)



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 12 800 nouveaux cas de Covid-19 et 130 décès par jour (contre 19 700 et 75 la semaine précédente). Au 25 janvier, le Brésil compte au total 36,8 M contaminations détectés et 696 000 décès depuis le début de la pandémie.

Le budget 2023 a été promulgué par le Président Lula.

Le Président Lula a promulgué le 17 janvier la loi de finances pour l'année 2023, que les parlementaires avaient voté fin décembre. Ce texte avait été viabilisé par l'adoption d'un amendement constitutionnel (*PEC da Transição*), qui a permis de dégager pour 2023 un espace budgétaire supplémentaire de 145 Mds BRL (~26 Mds EUR) avec une hausse du plafond des dépenses pendant un an. Cela va permettre de financer une partie importante des promesses électorales du Président Lula, notamment l'augmentation de la *Bolsa Familia* (*Auxilio Brasil* sous le Gouvernement Bolsonaro), dont la hausse de 400 à 600 BRL (~110 EUR) a été rendue permanente.

Le Président Lula a approuvé en l'état la grande majorité du texte, se contentant de mettre un veto à six dispositifs mineurs pour des raisons essentiellement techniques. Ces vetos, que devront examiner les parlementaires, représentent 4,26 Mds BRL de dépenses (0,77 Md EUR), dont 4,18 Mds BRL destinés au Fonds national pour le développement scientifique et technologique (FNDCT) soit 37% de son budget. Selon l'exécutif ces sommes sont bloquées du fait d'un non-respect de la proportion entre les opérations remboursables et non remboursables. Cette législation prenant fin début février, selon la Ministre de la Sciences, de la technologie et de l'innovation, ce montant devrait toutefois bien au final être attribué au FNDCT.

En outre, le budget 2023 prévoit un salaire minimum de 1 320 BRL (~240 EUR, +3% en termes réels). Celui-ci est cependant maintenu à 1 302 BRL (+1,5% en termes réels), le gouvernement considérant que l'espace budgétaire nécessaire a été consommé par l'augmentation non anticipée des dépenses de retraite (estimé à 7,7 Mds BRL, ~1,4 Md EUR).

Pour rappel, le déficit prévu dans la LOA pour 2023 est de 2,2% du PIB (231,5 Mds BRL, ~42 Mds EUR). Un plan annoncé par le gouvernement la

semaine dernière, qui consiste principalement en des augmentations d'impôts et l'amélioration de l'efficacité de leur recouvrement, prévoit de le ramener en dessous de 1%¹.

Le gouvernement devrait publier la semaine prochaine le décret indiquant la répartition par ministère. La répartition inscrite dans le texte actuel se base en effet pour l'instant sur le schéma ministériel du gouvernement sortant. Du fait du changement de la structure du gouvernement (37 ministres au lieu de 23), les précisions sur le budget attribué à chaque ministère sont donc encore attendues.

Le Brésil et l'Argentine signent un mémorandum d'accord économique.

Les présidents brésilien et argentin ont affiché leur volonté de développer les échanges bilatéraux entre les deux pays et de réduire les vulnérabilités externes. A cette fin, ils ont signé le 23 janvier à Buenos Aires un mémorandum d'accord ayant pour ambition d'œuvrer au rapprochement monétaire et financier entre les deux plus grandes économies sud-américaines.

L'accord prévoit la création d'un groupe de travail qui planchera sur l'opportunité de créer une monnaie digitale commune. Différente d'une monnaie unique sur le modèle de l'euro, celle-ci n'aurait pas pour ambition de remplacer ni le réal brésilien ni le peso argentin. **Elle serait plutôt une unité d'échange commune utilisée pour le règlement des flux commerciaux** (28,5 Mds USD d'échanges en 2022). **L'objectif serait d'augmenter la résilience aux chocs externes et de réduire l'utilisation du dollar** (largement adoptée dans la plupart des contrats dans la région) pour atténuer les pénuries temporaires de devises étrangères. Si les contours sont encore flous, cette monnaie pourrait constituer une sorte de modernisation de la Convention sur les paiements et crédits réciproques (CCR), mise en place entre les pays d'Amérique du Sud dans les années 1980 jusqu'à la sortie unilatérale

¹ Voir les [brèves de la semaine précédente](#).

du Brésil en 2019. Le projet prévoit d'ailleurs l'incorporation progressive des autres pays du sous-continent à l'initiative, conformément à la volonté politique d'intégration sud-américaine.

L'accord comprend également un volet de plus court terme lié au financement des échanges, avec le même objectif d'approfondir les relations bilatérales et d'augmenter la prévisibilité des transactions. **Les deux pays créeront dès cette année des lignes de crédit en réseaux brésiliens afin de stimuler le commerce bilatéral et faciliter les flux financiers.** Cette initiative vise à remédier au manque d'accès aux devises étrangères pour les importateurs argentins, qui souffrent de fortes restrictions sur les flux de capitaux actuellement en vigueur en Argentine. Les deux présidents ont ainsi chargé la BNDES (Banque nationale de développement économique et social) côté brésilien, la BICE (Banque pour l'investissement et le commerce extérieur) et la Banco Nación (banque nationale de développement) côté argentin, de mener des actions communes dans le but de financer le commerce extérieur. **Une ligne de crédit, garantie par le Fonds de garantie des exportations (FGE) via des contreparties déposées à New York², devrait être mise en place à partir de février,** simplifiant l'octroi de prêts aux importateurs argentins par les banques brésiliennes et permettant de rallonger le délai de paiement. Actuellement limité à 30 jours, celui-ci freine les exportations brésiliennes car les importateurs argentins préfèrent se tourner vers des pays offrant des financements à plus long terme, notamment la Chine. **Enfin la BNDES pourrait financer le projet de gazoduc Vaca Muerta dans le sud de l'Argentine,** qui faciliterait la liaison avec le Brésil et donc les exportations argentines de gaz naturel.

Le géant brésilien du commerce de détail, Lojas Americanas, risque la faillite après la découverte d'un « trou » de 20 Mds BRL (~3,6 Mds EUR) dans son bilan.

La société est en difficulté depuis qu'elle a révélé 20 Mds BRL (~3,6 Mds EUR) d'incohérences dans son bilan comptable le 11

janvier, à la suite de la prise de fonction du nouveau PDG Sergio Rial (qui a immédiatement démissionné). Les actions de la société ont plongé de 92% depuis ce jour.

Lojas Americanas, entreprise de plus de 93 ans d'existence et employant 40 000 salariés, possède près de 3000 magasins dans tout le pays, en plus d'être un des principaux détaillants en ligne. Son chiffre d'affaires annuel dépasse les 40 Mds BRL (~8 Mds USD).

La justice de l'Etat de Rio de Janeiro a accepté le 19 janvier la demande de Lojas Americanas de mise sous protection contre la faillite (*processo de recuperação judicial*). L'entreprise va essayer de renégocier ses dettes, estimées à 43 Mds BRL (~8,5 Mds USD).

Les grandes banques brésiliennes et étrangères sont parmi les 8 000 de créanciers de Lojas Americanas et pourraient se voir affecter par l'ampleur d'une faillite de l'entreprise. C'est le cas notamment de la Deutsche Bank (5,2 Mds BRL), Bradesco (4,5 Mds BRL), Santander (3,6 Mds BRL) et BTG Pactual (3,5 Mds BRL). Les banques publiques Banco do Brasil (1,3 Md BRL) et Caixa (0,5 Md BRL) sont également engagées. Les analystes sur place s'attendent déjà à une baisse de leur rentabilité en 2023. **En revanche, la stabilité financière du pays ne semble pas menacée, en raison notamment des niveaux de provisions, de liquidité, et de capitalisation des institutions financières qui restent solides.**

En outre, un effet indirect s'est produit par des pertes financières dans les fonds d'investissement (OPCVM) pourtant classés comme sûrs, avec des stratégies conservatrices. Or, des investissements dans la dette et les créances d'Americanas ont été pénalisés par les baisses importantes de valorisation boursière. Un mouvement de retrait a ainsi été observé, sans pour autant mettre en péril à ce stade la stabilité de ces fonds (7,5 Mds BRL de retraits observés une semaine après l'éclatement de l'affaire sur un total de 218 Mds de capitalisation).

² L'Argentine fournira des collatéraux à forte liquidité (comme des contrats de matières premières).

A ce stade des investigations, l'affaire ne semble pas de nature à révéler un problème structurel de régulation. L'entreprise n'a pas détaillé ce qui a conduit à ces incohérences. Elle précise seulement que « son département comptable a identifié l'existence d'opérations de financement d'achat pour des montants proches de 20 Mds BRL, pour lesquelles la société est débitrice auprès d'institutions financières et qui ne sont pas correctement reflétées dans le compte fournisseurs dans les états financiers du 30 septembre 2022 ». Selon la presse brésilienne, ce trou dans les comptes proviendrait d'un enregistrement comptable fautif des dettes de l'entreprise. Comme la plupart du secteur, l'entreprise a recours à l'emprunt bancaire afin d'éviter de payer immédiatement ses fournisseurs.

Pendant des années, *Lojas Americanas* aurait inscrit dans son passif le montant de la dette avec ses fournisseurs, au lieu du montant de la dette financière, permettant ainsi de ne pas faire apparaître dans son bilan les intérêts facturés par les institutions bancaires. La Commission des valeurs mobilières (autorité régulatrice) met en garde depuis 2016 contre les risques de cette pratique (surnommée « *risco sacado* »). Elle a intenté un procès à l'entreprise pour éclaircir les circonstances de ces irrégularités et déceler d'éventuelles fautes intentionnelles. L'enquête devrait permettre de mieux comprendre les responsabilités des différentes parties, notamment celles du géant comptable PwC, qui avait validé les comptes de l'entreprise.

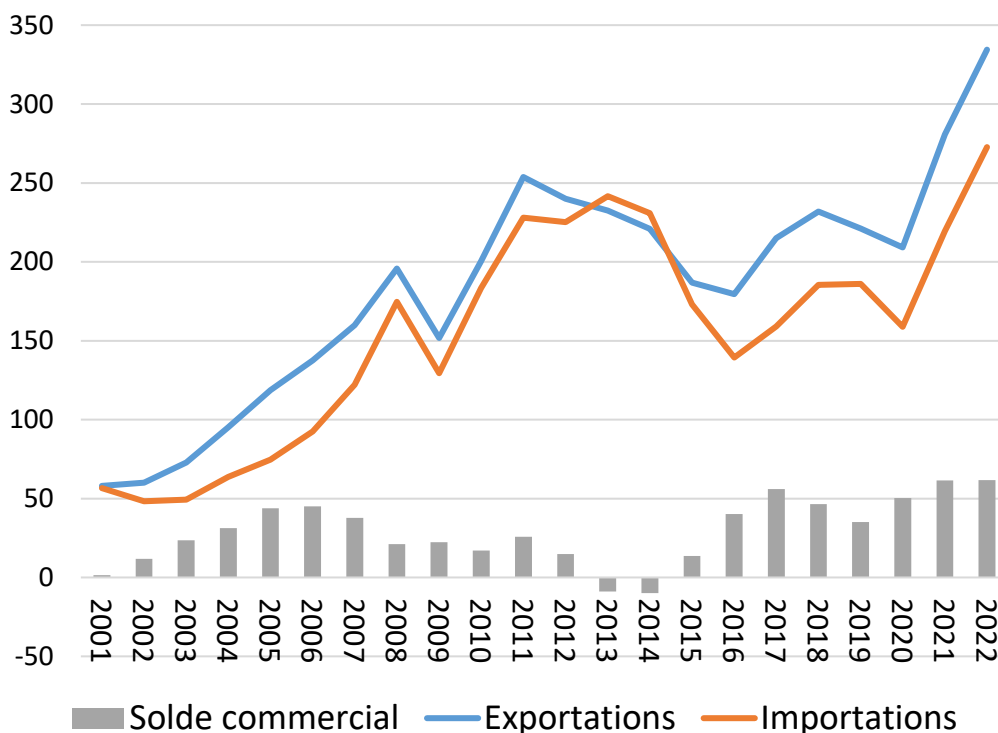
Evolution des marchés du 19 au 26 janvier 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,6%	+3,8%	113 952
Risque-pays (EMBI+ Br)	-3pt	-7pt	249
Taux de change R\$/USD	-1,5%	-3,2%	5,11
Taux de change R\$/€	-1,5%	-1,4%	5,55

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphiques de la semaine : le commerce extérieur brésilien en 2022.

Graphique 1. Exportations, importations et solde commercial du Brésil (Mds USD).



Graphique 2. Principaux produits exportés et importés par le Brésil en 2022.

Rang	Produits exportés	Poids dans les exportations	Exportations (Mds USD)	Variation par rapport à 2021
1	Soja	14,0%	46,7	+20,8%
2	Huiles de pétrole ou de minerais bitumineux (brut)	12,8%	42,7	+39,5%
3	Minerais de fer	8,6%	28,9	-35,3%
4	Huiles de pétrole ou de minerais bitumineux (transformées)	3,9%	13,0	+79,5%
5	Maïs	3,7%	12,3	+192,8%

Rang	Produits importés	Poids dans les importations	Importations (Mds USD)	Variation par rapport à 2021
1	Engrais	9,1%	24,7	+63,5%
2	Huiles de pétrole ou de minerais bitumineux (transformées)	8,6%	23,6	+75,4%
3	Autres produits industriels	4,3%	11,8	+5,2%
4	Huiles de pétrole ou de minerais bitumineux (brut)	3,6%	9,9	+148,2%
5	Pièces pour automobiles	2,8%	7,5	+5,1%

Graphique 3. Principaux clients et fournisseurs du Brésil en 2022.

Rang (et variation par rapport à 2021)	Clients	Poids dans les exportations	Exportations (Mds USD)	Variation par rapport à 2021
1 (=)	Chine	26,8%	89,7	+2,1%
2 (=)	Etats-Unis	11,2%	37,4	+20,2%
3 (=)	Argentine	4,6%	15,3	+29,2%
4 (=)	Pays-Bas	3,6%	11,9	+27,9%
5 (-5)	Espagne	2,9%	9,8	+79,7%
24 (-1)	France	0,9%	3,5	+40,3%
	TOTAL	100%	334,5	+19,1%

Rang (et variation par rapport à 2021)	Fournisseurs	Poids dans les importations	Importations (Mds USD)	Variation par rapport à 2021
1 (=)	Chine	22,3%	60,7	+27,5%
2 (=)	Etats-Unis	18,8%	51,3	+30,3%
3 (=)	Argentine	4,8%	13,1	+9,6%
4 (=)	Allemagne	4,7%	12,8	+12,9%
5 (=)	Inde	3,3%	8,9	+31,7%
13 (+3)	France	1,8%	5,0	+3,1%
	TOTAL	100%	272,7	+24,3%

Source : Secrétariat au Commerce Extérieur du Ministère de l'Economie (SECEX), SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international